

ASSEMBLÉE NATIONALE

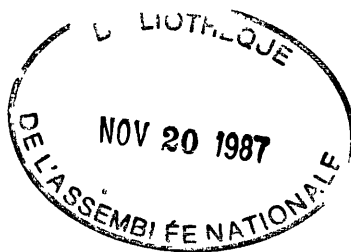
PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 101

Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs

Présentation



**Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche**

**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet de modifier les dispositions de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune touchant les zones d'exploitation contrôlée et la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

Il permet au gouvernement de déléguer plus de pouvoirs aux organismes qui gèrent ces zones, tout en instaurant des mécanismes permettant de contrôler l'exercice adéquat de cette délégation; il crée également deux nouvelles infractions pour assurer le respect des pouvoirs délégués.

Il remplace la désignation de la fondation par celle de « Fondation de la faune du Québec », il modifie la composition de son conseil d'administration, il précise ses fonctions et pouvoirs de façon à accroître son autonomie et son efficacité et il pourvoit à son financement en permettant au gouvernement de lui affecter une partie des droits perçus lors de la délivrance de permis de pêche.

Ce projet introduit également diverses modifications touchant l'administration de la loi. Il modifie le pouvoir de perquisition des agents de conservation de la faune tout en précisant leurs obligations sur la remise des biens saisis. Il réserve aux détenteurs de permis de pourvoirie l'appellation de pourvoyeur de chasse et de pêche et il précise les conséquences de l'octroi par appel d'offres public de baux exclusifs de chasse et de pêche à l'égard des détenteurs de permis de pourvoirie. Il prévoit plus de flexibilité pour la fixation de tarifs relatifs aux permis ou à la pratique d'activités de chasse ou de pêche tout en permettant plus de souplesse pour l'administration des droits perçus dans les territoires fauniques ou dans les parcs.

Enfin ce projet introduit quelques modifications techniques ou de concordance.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
- Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)

Projet de loi 101

Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 15 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) est modifié:

1° par l'addition, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant:

« 3° quelque chose qui peut contribuer, pour des motifs raisonnables et probables, à faire la preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou à une autre loi ou règlement qu'il est chargé d'appliquer. »;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « ou un objet visé au paragraphe 1° ou 2° » par « un objet ou une chose visé au paragraphe 1°, 2° ou 3° ».

2. L'article 16 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Un agent de conservation de la faune peut également, sans mandat, saisir toute chose lorsqu'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'elle peut servir à prouver qu'a été commise une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou à une autre loi ou règlement qu'il est chargé d'appliquer. ».

3. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **19.** L'agent de conservation de la faune doit, sur demande de la personne qui y a droit, lui remettre un bien qu'il a saisi, ou qui lui a été remis par un auxiliaire de la conservation de la faune, si aucune accusation liée à ce bien n'a été portée dans les 120 jours qui suivent la date de la saisie. ».

4. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des chiffres « 32, 34 » par les chiffres « 30.1, 30.2, 32, 34, 36.1 ».

5. L'article 54 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 31 des lois de 1987, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de l'expression « Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat » par « Fondation de la faune du Québec »;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Le ministre peut allouer, à une personne autorisée à délivrer des certificats ou permis, une rémunération pour la perception et la remise des droits prévus par règlement. Le montant de cette rémunération ne peut excéder dix pour cent des droits perçus et il est pris à même ces droits. ».

6. L'article 86.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « chasse et de pêche » par les mots « chasse ou de pêche »;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « ou un agrandissement » par les mots « une extension de droits ou un agrandissement de territoire ».

7. Cette loi, modifiée par les chapitres 95 et 109 des lois de 1986 et les chapitres 12 et 31 des lois de 1987, est de nouveau modifiée par l'insertion, après l'article 86.1, du suivant:

«**86.2** Dans le cas où une partie des terres domaniales est visée par un permis de pourvoirie sans que le titulaire soit détenteur d'un bail de droits exclusifs de chasse ou de pêche et qu'ultérieurement cette partie des terres domaniales est désignée et délimitée conformément à l'article 85, le ministre doit annuler ce permis de pourvoirie si son titulaire ne se fait pas donner le bail de droits exclusifs.

Les dispositions de la présente section portant sur l'acquisition de bâtiments ou de constructions situés sur le territoire identifié au bail s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires.».

8. L'article 89 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot «règlement» par le mot «décret».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 101, du suivant:

«**101.1** Nul ne peut, pour désigner un immeuble, une entreprise ou un organisme quelconque, utiliser l'expression pourvoyeur de chasse, pourvoyeur de pêche, pourvoirie de chasse ou pourvoirie de pêche ou une autre expression comprenant ces termes ou une expression donnant lieu de croire qu'il s'agit d'un pourvoyeur ou d'une pourvoirie de chasse ou de pêche, à moins d'être titulaire d'un permis de pourvoirie délivré conformément à la présente loi ou à la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec ou d'être un organisme regroupant uniquement des titulaires de tels permis de pourvoirie.».

10. L'article 106 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas où un protocole d'entente est révoqué, le ministre peut continuer d'appliquer les règlements d'un organisme partie au protocole d'entente pris conformément à l'article 110.1 ou, sans formalité, les modifier ou les remplacer. Il peut également utiliser les droits perçus des usagers pour circuler sur le territoire ou pour la pratique d'activités afin de gérer la zone d'exploitation contrôlée.».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 106, du suivant:

«**106.1** Les droits perçus des usagers par un organisme partie à un protocole d'entente pour circuler sur le territoire ou pour pratiquer une activité lui sont dévolus et ils doivent être utilisés pour la gestion de la zone d'exploitation contrôlée.».

12. L'article 108 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, elle doit se conformer à la valeur maximale des constructions ou améliorations édictée en vertu du paragraphe 3° de l'article 97. ».

13. L'article 110 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par le suivant:

« 4° déterminer les conditions d'utilisation de véhicules ou d'accès d'aéronefs ou d'embarcations, motorisées ou non, à des fins récréatives ou en prohiber l'utilisation ou l'accès de certains types ou déterminer les conditions ou modalités pour autoriser l'utilisation de véhicules ou l'accès d'aéronefs ou d'embarcations, motorisées ou non, à des fins récréatives ou pour en prohiber l'utilisation ou l'accès; ces conditions ou modalités peuvent varier selon le type de véhicule, d'aéronef ou d'embarcation, selon la date ou l'endroit où ils sont utilisés ou selon la date ou l'endroit où leur accès est autorisé; »;

2° par l'addition, après le paragraphe 5° du premier alinéa, des suivants:

« 5.1° diviser le territoire en secteurs à des fins de chasse, de pêche ou de piégeage ou déterminer des conditions ou modalités pour diviser un territoire en tels secteurs et établir les conditions ou modalités pour autoriser ou prohiber une activité de chasse, de pêche ou de piégeage selon le secteur, selon l'espèce faunique recherchée, selon son âge ou son sexe, selon le moyen utilisé pour exercer une activité ou selon la date où une activité est pratiquée;

« 5.2° fixer le nombre maximum de personnes qui peuvent chasser, pêcher ou piéger dans un secteur du territoire ou établir le mode d'affectation des personnes à un secteur ou déterminer les conditions ou modalités pour fixer le nombre maximum de personnes qui peuvent chasser, pêcher ou piéger dans un secteur du territoire ou pour établir le mode d'affectation des personnes à un secteur;

« 5.3° déterminer le montant maximum des droits exigibles pour être membre d'un organisme partie à un protocole d'entente; »;

3° par le remplacement du paragraphe 6° du premier alinéa par le suivant:

« 6° permettre à tout organisme partie à un protocole d'entente:

a) de déterminer les cas où l'enregistrement des personnes est requis;

b) d'établir le montant des droits exigibles pour circuler sur le territoire ou pour la pratique de toute activité, en respectant les montants maximums fixés par règlement du gouvernement;

c) de déterminer les types de véhicules, d'embarcations ou d'aéronefs dont l'utilisation ou l'accès à des fins récréatives est autorisé ou prohibé, en respectant les conditions ou modalités déterminées par règlement du gouvernement;

d) de diviser le territoire en secteurs et d'y autoriser ou prohiber une activité de chasse, de pêche ou de piégeage, en respectant les conditions ou modalités déterminées par règlement du gouvernement;

e) de fixer le nombre maximum de personnes qui peuvent chasser, pêcher ou piéger dans les secteurs qu'il a établis ou d'établir le mode d'affectation des personnes à un secteur, en respectant les conditions ou modalités déterminées par règlement du gouvernement. »;

4° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le montant maximum des droits exigibles qui peut être déterminé en vertu du présent article peut varier selon les catégories de personnes, selon l'âge des personnes, selon l'activité pratiquée, selon l'espèce faunique recherchée, selon la durée du séjour ou selon l'endroit ou la date où l'activité de chasse, de pêche ou de piégeage est pratiquée. ».

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 110, des suivants:

« **110.1** Les pouvoirs que peut exercer un organisme partie à un protocole d'entente sur les sujets prévus au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 110 et sur le montant des droits exigibles pour être membre de l'organisme doivent l'être par règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des membres de l'organisme.

L'approbation de ce règlement est assujettie aux règles suivantes:

1° un avis de convocation doit être transmis au ministre et à chaque membre de l'organisme au moins trente jours avant la date de la tenue de l'assemblée générale;

2° le règlement doit accompagner l'avis de convocation;

3° l'assemblée générale doit être tenue entre le premier décembre et le premier mai;

4° le règlement doit être approuvé, avec ou sans modification, par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à l'assemblée.

Le règlement ne peut entrer en vigueur avant un délai de trente jours de la date où il est transmis au ministre.

« **110.2** Une copie d'un règlement visé à l'article 110.1 doit être transmise au ministre par courrier recommandé ou certifié.

Le ministre peut modifier ou remplacer ce règlement s'il estime qu'il ne respecte pas les conditions déterminées par règlement du gouvernement.

Le ministre transmet le règlement modifié ou remplacé à l'organisme partie au protocole d'entente par courrier recommandé ou certifié; il entre en vigueur à la date indiquée sur l'avis de réception ou de livraison.

« **110.3** Une copie de tout règlement d'un organisme partie à un protocole d'entente sur les sujets prévus au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 110 doit être remise à chaque usager qui pratique une activité dans la zone d'exploitation contrôlée.

« **110.4** Nul ne peut pratiquer une activité de chasse, de pêche ou de piégeage sur le territoire d'une zone d'exploitation contrôlée à un endroit autre que celui qui lui est indiqué lors de son enregistrement.

« **110.5** Nul ne peut utiliser un véhicule ou accéder avec une embarcation ou un aéronef sur le territoire d'une zone d'exploitation contrôlée contrairement aux conditions ou modalités déterminées par règlement d'un organisme partie à un protocole d'entente. ».

15. L'article 118 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 109 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Il peut être prévu dans le contrat que les droits perçus pour circuler sur le territoire ou pour y pratiquer une activité sont dévolus à l'autre partie contractante. ».

16. L'article 121 de cette loi, modifié par l'article 27 du chapitre 109 des lois de 1986, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° déterminer les conditions auxquelles les activités de chasse, de pêche ou de piégeage sont permises et fixer le montant des droits exigibles pour la pratique de ces activités ou les prohiber selon les

catégories de personnes, selon l'âge des personnes, selon l'activité pratiquée, selon l'espèce faunique recherchée, selon la durée du séjour ou selon l'endroit ou la date où l'activité de chasse, de pêche ou de piégeage est pratiquée; »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 3°, des mots « ou selon l'âge des personnes ».

17. L'article 125 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 109 des lois de 1986, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° déterminer les conditions auxquelles les activités de chasse, de pêche ou de piégeage sont permises et fixer le montant des droits exigibles pour la pratique de ces activités ou les prohiber selon les catégories de personnes, selon l'âge des personnes, selon l'activité pratiquée, selon l'espèce faunique recherchée, selon la durée du séjour ou selon l'endroit ou la date où l'activité de chasse, de pêche ou de piégeage est pratiquée; »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 2°, des mots « ou selon l'âge des personnes »;

3° par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

« 5° déterminer les conditions de port, de possession ou de transport d'engins de chasse, de pêche ou de piégeage ou les prohiber. ».

18. L'intitulé du chapitre V de cette loi est remplacé par le suivant:

« FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC ».

19. L'article 129 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **129.** Est institué la « Fondation de la faune du Québec ». »

20. L'article 130 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **130.** La Fondation est une corporation sans but lucratif. ».

21. L'article 132 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **132.** La Fondation a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec à l'endroit déterminé par le conseil d'administration.

Un avis de la situation ou de tout déplacement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*. ».

22. L'article 133 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **133.** La Fondation est administrée par un conseil d'administration formé de neuf membres, dont un président du conseil d'administration et un président-directeur général, nommés par le gouvernement. ».

23. L'article 134 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du mot « président » par les mots « président du conseil d'administration ».

24. L'article 135 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **135.** La durée du mandat des présidents et des autres membres du conseil d'administration est d'au plus trois ans.

Le mandat du président du conseil d'administration et des membres du conseil autres que le président-directeur général ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois. ».

25. L'article 138 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **138.** Le président-directeur général administre la Fondation et en dirige le personnel; il exerce ses fonctions à plein temps.

Le président du conseil d'administration préside les réunions du conseil et voit à son fonctionnement. Il assume aussi les autres fonctions que le conseil d'administration lui assigne par règlement. ».

26. L'article 139 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **139.** Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Les membres du conseil d'administration autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés.

Ils ont toutefois droit au remboursement des dépenses faites par eux dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. ».

27. L'article 142 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « président » par les mots « président-directeur général »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « président » par les mots « conseil d'administration ».

28. L'article 143 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le quorum aux séances du conseil d'administration est la majorité des membres nommés. »;

2° par le remplacement, au troisième alinéa, du mot « président » par les mots « président du conseil ».

29. L'article 145 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **145.** La Fondation a pour fonctions de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

À cette fin, elle peut notamment:

1° solliciter et recevoir des dons, legs, subventions ou autres contributions pourvu que les conditions qui peuvent y être rattachées soient compatibles avec ses fonctions;

2° acquérir, louer ou aliéner des biens ou des droits réels sur des biens et y effectuer tous les travaux qu'elle estime nécessaires dans l'exercice de ses fonctions;

3° fournir de l'aide financière ou technique à toute personne ou organisme à la condition que cette aide soit accordée dans le cadre de son plan d'activités approuvé par le gouvernement et qu'elle soit utilisée pour la conservation ou la mise en valeur de la faune ou de son habitat;

4° conclure des ententes avec toute personne ou organisme dans le cadre de ses fonctions. ».

30. L'article 147 de cette loi est abrogé.

31. L'article 148 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

32. L'article 151 de cette loi est modifié par la suppression du dernier alinéa.

33. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 155.1, du suivant:

« **155.2** Le ministre verse une contribution pour le financement de la Fondation à même les sommes perçues pour la délivrance de permis de pêche en application de la Loi sur les pêcheries (S.R.C., chapitre F-14).

Le montant de cette contribution est déterminé par règlement et le ministre la remet à la Fondation à la date qu'il détermine. ».

34. L'article 156 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « président » par les mots « président du conseil, par le président-directeur général »;

2° par la suppression du troisième alinéa.

35. L'article 162 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 31 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant :

« 10° déterminer la forme, la teneur et la durée d'un permis ou d'un certificat, leur mode et leur coût de délivrance, de remplacement ou de renouvellement selon les catégories de personnes ou leur âge ou selon l'espèce faunique recherchée, son âge ou son sexe ainsi que les obligations du titulaire lors d'un changement d'adresse; »;

2° par l'addition, dans la première ligne du paragraphe 10.1°, après les mots « aux fins » des mots « de l'article 155.2 et ».

36. L'article 163 de cette loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 109 des lois de 1986, est remplacé par le suivant :

« **163.** L'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un règlement adopté en vertu du paragraphe 19° de l'article 162. ».

37. L'article 164 de cette loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

38. L'article 171 de cette loi, remplacé par l'article 37 du chapitre 109 des lois de 1986, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, du chiffre « 105 » par les chiffres « 101.1, 105, 110.4, 110.5 ».

39. L'article 177 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **177.** Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis de pourvoirie dans l'un des cas suivants:

1° le bail de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage du titulaire du permis n'a pas été renouvelé ou a été annulé;

2° le titulaire du permis a été reconnu coupable d'une infraction à la présente loi ou ses règlements ou à toute loi ou règlement relatif à la chasse, à la pêche, au piégeage ou à la pourvoirie. ».

40. La version anglaise de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses textes d'application est modifiée par le remplacement de l'expression « wildlife preserve » par « wildlife sanctuary », de celle de « wildlife management area » par « controlled zone » et de celle de « wildlife sanctuary » par « wildlife preserve ».

41. Dans tout règlement, contrat ou autre document, l'expression « Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat » est remplacée par l'expression « Fondation de la faune du Québec ».

42. L'article 8.1 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Il peut être prévu dans le contrat que les droits perçus pour la pratique de la pêche sont dévolus à l'autre partie contractante. ».

43. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) à l'exception de celles des articles 9 et 12 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.